

[rue89lyon.fr](https://www.rue89lyon.fr)

Opposés à la hausse des tarifs TCL, les Insoumis se distinguent dans la majorité

Marie Allenou

6-7 minutes

À l'image d'autres collectivités, la Métropole de Lyon, par [le biais de Sytral Mobilités](#) (Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise), a décidé d'augmenter le prix des Transports en commun lyonnais dès le 1er janvier.

Entre autres, le ticket atteindra le prix de deux euros, et le tarif mensuel, pour les 25-64 ans, prendra trois euros pour atteindre 69,40 euros. En cause, la hausse des prix de l'énergie et de [nombreux projets de transports en commun](#) lancés par les écologistes. La décision a éveillé quelques critiques, des oppositions, mais aussi au sein de la majorité.

« 57% des usagers ne seront pas concernés par cette

augmentation », martèle Bruno Bernard président EELV de la Métropole et du Sytral, pour prouver que la mesure porte malgré tout une considération sociale. Les tarifs solidaires, gratuits et jeunes, ne seront pas concernés.

« Ce n'est pas le bon moment », disent les Insoumis, alliés des écologistes [depuis les élections de 2020](#), et récemment entrés dans l'exécutif métropolitain avec Florestan Groult, nommé vice-président à la vie associative et aux politiques sportives.



Un agent de prévention des TCL dans le métro. Photo d'illustration – janvier 2017 ©Léo Germain/Rue89Lyon

« Il nous semble décalé d'augmenter les

tarifs TCL avec une offre dégradée »

« On est au cœur des difficultés d'exploitation du réseau. Il manque aussi des chauffeurs et des conducteurs. Cette pénurie touche tous les modes : les métros, trams et bus subissent une dégradation de l'offre et une baisse de fréquence. Ça ne va pas s'améliorer avant été 2023, donc il nous semble décalé d'augmenter les tarifs avec une offre dégradée », argumente Laurent Legendre, président du groupe Métropole insoumise résiliente et solidaire.

Plutôt que d'augmenter le prix d'accès au réseau – qu'il souhaite gratuit à l'horizon 2030 – l'Insoumis propose deux solutions. D'abord, il souhaite augmenter le [versement mobilité](#) (contribution due par les entreprises pour financer les transports en commun). Pour les Insoumis, l'augmentation des salaires entraînera mécaniquement une augmentation de cette contribution. Ensuite, il plaide pour la mise en place d'une campagne de communication pour ramener plus d'usagers, et donc d'abonnements et de financements dans le réseau. Actuellement, le versement mobilité représente un peu plus de 50 % des financements du Sytral, contre 29 % pour les abonnements.

« Sur le versement mobilité, on est au maximum, il faudrait un changement au niveau de la loi et on y peut rien en tant que Métropole. On y est favorables et le président Bruno Bernard demandait aussi une baisse de la TVA. Les campagnes de communication, ça, c'est toujours possible. Sur [la gratuité](#), on a réalisé des simulations à Lyon et la gratuité n'entraînait pas de report modal de la voiture vers les transports en commun », répond, point par point, Vinciane Brunel-Vieira, co-présidente du groupe des écologistes à la Métropole de Lyon.

Des Insoumis plus critiques depuis septembre 2022

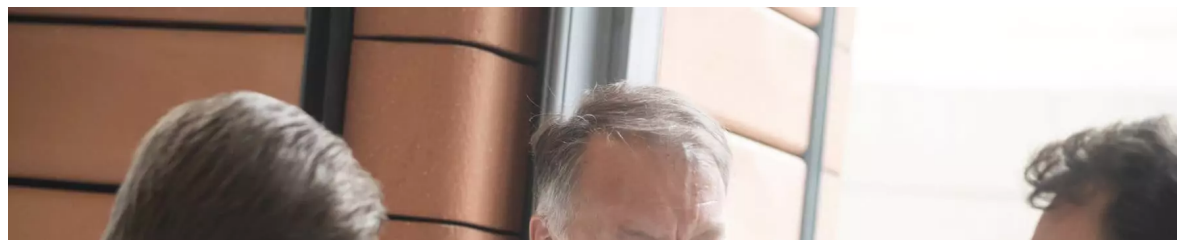
Ce n'est pas la première fois que les Insoumis montrent publiquement leur réserves à l'égard de certains projets forts des écologistes. Une manière de se différencier sur un marqueur social.

Sur la [Zone à faibles émissions](#), en septembre 2022, ils avaient fait entendre leur inquiétude pour les ménages les plus précaires qui seront les premiers à devoir se séparer de leurs voitures, plus polluantes, et sur le manque d'informations des habitants de la Métropole.

Sur la [grève des agents de nettoyage](#), en novembre 2022, de Perrache, ils avaient aussi appelé publiquement la majorité écologiste à agir. Pour rappel, ces agents pourraient perdre leur travail suite à un changement de prestataire, décidé par la Métropole de Lyon pour privilégier des salariés en insertion.

Opposition à la hausse des tarifs TCL : pas (encore) de quoi brouiller insoumis et écologistes

En réalité, ces interpellations sont plus des critiques que des oppositions frontales et virulentes. En petit nombre, avec seulement [quatre conseillers métropolitains](#) – dont un vice-président nommé en septembre 2022 et [le député Idir Boumertit](#) – les Insoumis doivent trouver un équilibre dans leur critique pour continuer d’être partenaires des projets métropolitains. « On est alignés sur beaucoup d’autres sujets, par exemple [la régie publique de l’eau](#). C’est normal qu’au sein d’une majorité qu’il y ait un débat vivant », arrondit Laurent Legendre.





Bruno Bernard, président de la Métropole avec Grégory Doucet (masqué), nouveau maire de Lyon ©Houcine Haddouche/Rue89Lyon

Un point sur lequel il est rejoint par Bruno Bernard, qui reste cependant ferme sur la décision d'augmenter les tarifs.

« Les avis divergents dans la majorité peuvent être exprimés, tant qu'ils le sont sans excès. (...) La question c'est comment on finance les transports. C'est toujours plus facile de ne rien augmenter. Mais après, il faut définir ce qu'on ne peut plus financer », balaye le président du Sytral, dont on ne saurait deviner s'il est agacé par la position des Insoumis, ou s'il n'y accorde qu'une moindre importance.

« On sait que ce n'est pas une décision populaire. On en a beaucoup discuté en majorité. Les coûts de

l'énergie impactent toutes les collectivités. Il fallait trouver des solutions sans impacter les plus fragiles mais pour continuer à améliorer le réseau. Je regrette cette communication (des Insoumis, ndlr), dans le sens où, quand on prend des décisions difficiles, il faut être solidaire », soutient de son côté Vinciane Brunel-Vieira, co-présidente du groupe des écologistes à la Métropole de Lyon.

Là aussi les reproches sont très policées. Pour l'heure, pas de divorce en vue entre les Insoumis et les écologistes, d'autant plus que les prochaines élections sont encore loin.